



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES INSTALLATIONS
CLASSÉES

475/jpr/jw

Arrêté du 15 janvier 2024 portant mise en demeure à la société HOLCIM Haut-Rhin pour son site 1 route de Thann à ALTKIRCH (68130)

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du Livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 février 2020 réglementant les activités de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets de la société HOLCIM Haut-Rhin située 1 route de Thann à ALTKIRCH ;

VU le rapport du 08 novembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite du 10 octobre 2023 ;

VU les observations de la société HOLCIM Haut-Rhin présentées par lettre du 15 décembre 2023 ;

Considérant que l'article 8 de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé prévoit que l'exploitant met en œuvre un système de gestion de la sécurité (SGS) conforme à l'annexe I de cet arrêté ; que l'annexe I.6 précise les dispositions relatives à la gestion du retour d'expérience ; qu'il a été constaté que le SGS de l'exploitant ne comporte pas d'informations suffisamment précises en matière de gestion du retour d'expérience ; qu'il a été constaté que les procédures mises en œuvre en matières de gestion du retour d'expérience ne sont pas intégrées dans le SGS ;

Considérant que l'article 8 de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé prévoit que l'exploitant met en œuvre les actions prévues par son SGS ; qu'il a été constaté que certains contrôles prévus par son SGS, dans le tableau « liste des MMR » ne sont pas réalisés à la fréquence prévue ;

Considérant que l'article 79.3 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé prévoit que les mesures de maîtrise des risques sont contrôlées périodiquement selon des procédures écrites ; qu'il a été constaté que certains contrôles ne disposent pas de procédure écrite ;

Considérant que l'article 79.10 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé prévoit que l'exploitant remet un dossier de réexamen de son étude de dangers avant le 29 mars 2023 ; qu'il a été constaté que ce document n'a pas été remis au Préfet ; que par courriel du 15 décembre 2023, la société HOLCIM Haut-Rhin a communiqué le dossier de réexamen de son étude de dangers ; qu'en conséquence il n'y a plus lieu de la mettre en demeure de se conformer aux dispositions précitées ;

Considérant les termes de l'article L 171-8 du code de l'environnement « *1.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine.* »

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er : La société HOLCIM Haut-Rhin, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 14-16 boulevard Garibaldi, F-92130 Issy-les-Moulineaux, est mise en demeure de respecter les prescriptions reprises aux articles suivants, pour ses installations situées 1 route de Thann à ALTKIRCH (68130), dans les délais précisés aux articles suivants.

Article 2 :

L'exploitant se conforme, **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé complétées par son annexe I.6 :

- Article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014

[...]

Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.

[...]

- Annexe I – 6 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014

[...]

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention.

[...] ».

Article 3 :

L'exploitant se conforme, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé :

« [...]

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité conformément à l'article R515-99 du code de l'environnement ».

Article 4 :

L'exploitant se conforme, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, aux dispositions de l'article 79.3 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé :

« [...] »

Les Mesures de Maîtrise des Risques techniques sont contrôlées périodiquement et maintenues en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

[...] ».

Article 5 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 :- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 7 :- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

A Colmar, le 15 janvier 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT